



MEDIAPART

Proche et Moyen-Orient — Reportage

Viols, tortures et privations : dans ses prisons, Israël broie les âmes et les corps des Palestiniens

Deux journalistes racontent l'enfer qu'ils ont traversé dans les geôles israéliennes, alors même qu'ils n'ont jamais été inculpés. Au moins une centaine de Palestiniens sont morts en prison depuis le 7-Octobre.

Clothilde Mraffko

15 janvier 2026 à 12h03

MISE EN GARDE

Cet article fait état de viols ainsi que de traitements inhumains et dégradants.

Naplouse, Ramallah (Cisjordanie occupée). – Des filets de nuages noirs avalent le haut des collines escarpées de Naplouse, la pluie tombe dru. Des checkpoints improvisés – deux blocs de béton et une guérite – bloquent les routes d'accès à cette grande ville du nord de la Cisjordanie. Les soldats israéliens y arrêtent surtout les véhicules qui sortent.

Des fenêtres embuées entrouvertes s'échappe la fumée des cigarettes qui calment les nerfs. La double ligne des phares ondule dans le brouillard des moteurs qui tournent à vide. Ici ou là, une musique entraînante ou un bulletin d'information en arabe s'échappent, brisant le silence des vallons environnants, gris et déserts.

Les Palestinien·nes sont assiégé·es. Physiquement d'abord, en raison de ces centaines d'obstacles, barrières et contrôles que l'armée israélienne ouvre ou ferme selon son bon vouloir. Mentalement aussi : en Cisjordanie, partout, on a peur. Peur d'être tué·e par un soldat ou un colon. Peur d'être expulsé·e de chez soi. Peur d'être arrêté·e.

Début janvier 2026, 9 243 Palestinien·nes sont détenu·es en Israël, parmi lesquel·les plus d'un millier de

Gazaoui·es, selon les données du service des prisons israéliennes (IPS). Salah* a été libéré dans le cadre d'un des échanges de prisonniers négociés entre Israël et le Hamas. Au bout du fil, il se confond en excuses auprès de Mediapart : les soldats sont déjà venus deux fois depuis sa libération, menaçant de l'arrêter de nouveau, il ne parlera donc pas. Une ancienne détenue qui avait accepté ne répond plus. Un autre ex-prisonnier garde le silence, car son frère est toujours derrière les barreaux.

Dans un rapport publié en novembre, l'ONG Physicians for Human Rights Israel (PHRI) recensait au moins 98 Palestiniens morts alors qu'ils étaient détenus par Israël depuis le 7 octobre 2023, parmi lesquels 46 en prison et le reste dans les centres de détention militaires. « *Le nombre réel*, prévenait néanmoins l'organisation, *serait nettement plus élevé.* »

« Tu es du Hamas ? »

Sami al-Saï s'installe sur l'un des sofas en exposition d'un vaste magasin de meubles en périphérie de Naplouse. Visage rond, crâne dégarni et sourire franc, il salue chacun des employés d'une plaisanterie ou d'une phrase tendre. L'ex-prisonnier a tout de suite accepté le rendez-vous : « *Si je me tais, que les autres se taisent, qui va parler des prisonniers ?* »

La peur s'accroche, malgré tout. Depuis sa libération, le journaliste de 47 ans se concentre sur des petits jobs dans la communication. « *J'ai six enfants*, justifie-t-il en rajustant nerveusement ses lunettes carrées. *Je fais en sorte que ce que j'écris ne puisse pas me causer de problème. Du coup, je n'écris plus.* »

Il a été arrêté le 23 février 2024. Il avait déjà purgé quatre puis neuf mois de prison, respectivement en 1997 et en 2016, pour « *provocations* ». Cette fois-ci, il a été placé en détention administrative, c'est-à-dire sans inculpation ni procès ; il a pu contacter un avocat et prévenir sa femme. En mars, pendant le ramadan, il est transféré à la prison de Megiddo, dans le nord d'Israël, non loin du site où le Nouveau Testament prédit l'Armageddon, la bataille finale entre le Bien et le Mal.



Devant la prison de Megiddo, dans le nord d'Israël, en octobre 2020.

© Photo Mati Milstein / NurPhoto via AFP

Sami al-Saï livre beaucoup de détails ; son corps est tendu mais le ton reste neutre comme s'il racontait l'histoire d'un autre. Son langage est soutenu, il baisse la voix quand il rapporte les insultes. À son arrivée à Megiddo, on le trimballe à la visite médicale. À chaque déplacement, ses yeux sont bandés, il ne sait pas où il est. Il entend seulement les cris d'autres prisonniers, passés à tabac.

« Celui qui faisait office de médecin me dit : “Tu es du Hamas ?” J’ai dit non. Il a continué : “Nous, ceux qui sont du Hamas, on les nique” », dit-il. On le ramène où il est arrivé, un gardien de prison lui intime de se déshabiller. Il est nu, on lui ordonne à la chaîne : « Accroupi, debout, accroupi, debout ! » Le gardien lui inspecte les testicules, il peut se rhabiller. On le menotte aux poignets et aux chevilles, on lui bande les yeux. « J’ai senti qu’il y avait plus de monde autour de moi, quatre, peut-être six voix différentes, dont une femme. Ils parlaient hébreu, l’un parlait arabe », poursuit Sami al-Saï. Il toussote. Un silence. « Ils se sont mis à me frapper très violemment, des coups absolument partout », lâche-t-il.

Une porte s’ouvre, puis une autre. Des voix le menacent : « Les journalistes, on les baise ! » Puis elles lui ordonnent de descendre à terre. Il est sur les genoux, le visage contre le sol, des mains le déshabillent, lui descendent son caleçon aux chevilles. Sami al-Saï est violé, à deux reprises. La première fois avec un objet, probablement une matraque. La seconde fois, il a entendu l’une des voix demander « passe-moi la carotte ». Les coups pleuvent. « Et ils riaient, et la femme avait un rire très particulier, ils étaient hilares, se souvient-il. Et ils me frappaient. » Au-dessus de sa tête, les voix hurlaient : « Meurs, meurs, Hamas ! Vous êtes des chiens, des insectes,

des animaux. »

Des cas de viol documentés

Sami al-Saï se racle de nouveau nerveusement la gorge, les yeux secs. Il a pensé mourir sur le coup, il a vu ses cinq enfants, sa femme, leurs souvenirs, et il a songé à sa fille sur le point de naître – « Seigneur, accorde-moi un peu de vie pour la rencontrer », prie-t-il alors. Puis « le calme s’est fait » : « Leurs voix venaient de l’extérieur, tout près de la porte. Ils gloussaient. J’ai senti l’odeur de la cigarette ; ils fumaient », continue-t-il. Lui est toujours face contre terre, le nez envahi d’« une odeur répugnante ». Puis on le force à se relever. On le conduit enfin à sa cellule, sous les coups.

Les premiers jours, le prisonnier est en état de choc. Il est épuisé. Il saigne. Malgré ses demandes répétées, il ne voit aucun médecin. Sami al-Saï ne parle à personne des viols, surtout pas aux premiers prisonniers qu’il croise, ses compagnons de cellule amaigris qui l’accueillent les cheveux hirsutes, les barbes et ongles longs. « Leur aspect me terrifiait », se souvient-il. Le journaliste tente malgré tout de savoir si d’autres ont subi la même chose que lui.

« Je ne sais pas si j’ai rencontré des gens qui ont été eux-mêmes violés ou qui me racontaient d’autres viols. Ceux à qui je parlais disaient toujours que ce n’était pas d’eux qu’il s’agissait », constate-t-il. Lui-même ne se confie à personne, hormis à deux détenus, vers la fin de sa peine.

Après les massacres du Hamas autour de Gaza, les visites des familles ou du Comité international de la Croix-Rouge ont été interdites. Les tortures se sont étendues.

« À notre connaissance, aucun incident de ce type ne s’est produit », a répondu à Mediapart un porte-parole du service des prisons israéliennes, sans donner davantage de détails, mais précisant que Sami al-Saï pouvait leur adresser une plainte. L’intéressé balaie l’hypothèse d’un geste las. Il a parlé à des organisations de défense des droits humains à la place.

Une source a confirmé avoir recueilli des témoignages similaires dans les prisons israéliennes. À l’été 2024, une vidéo avait révélé un viol collectif de soldats sur un

prisonnier originaire de Gaza à Sde Teiman, un centre de détention militaire israélien, et des rapports y ont documenté des violences sexuelles particulièrement cruelles.

En tout, Sami al-Saï a passé presque seize mois en prison ; il a été libéré le 10 juin 2025. À sa sortie, il ne pesait plus que 55 kilos contre 80 avant son arrestation. Son témoignage fait écho aux récits qui sortent des prisons israéliennes : les privations constantes, les coups à chaque déplacement pour aller au procès, à la clinique, lors des transferts vers d'autres prisons – « *on nous brisait* », insiste-t-il –, les punitions collectives, les punaises de lit et la gale qui dévorent les chairs... Les prisonniers ne savent rien du monde et l'extérieur ne voit rien d'eux.

Amnesty International documentait déjà avant le 7-
Octobre les tortures et les arrestations arbitraires des Palestinien·nes par Israël. Après les massacres commis par le Hamas autour de Gaza, sur les instructions du
suprémaciste juif Itamar Ben Gvir, ministre israélien qui supervise les prisons, les visites des familles ou du Comité international de la Croix-Rouge ont été interdites, les lits retirés pour mettre davantage de détenus par cellule, la cantine supprimée, l'électricité coupée la plupart du temps. Et les tortures se sont étendues.

Un traumatisme encore à vif

Sami al-Saï est transféré en avril 2024 à Nafha, une prison du sud d'Israël, au milieu du désert de Néguev. Y sont incarcérés les prisonniers palestiniens qui purgent de longues peines. À son arrivée, ses codétenus lui offrent un quart de cuillère à café de confiture – un petit goût de paradis. Les prisonniers sont traités comme avant le 7-October, ils ont des objets dans leurs cellules, des livres, des couvertures, du savon et du dentifrice.

« *Ils avaient vécu quinze ans avec les gardiens, donc la relation n'était pas encore totalement brisée*, note Sami al-Saï. *Et puis, petit à petit, tout leur a aussi été retiré.* » Il portera le même boxer pendant douze mois. Le service des prisons a rétorqué opérer « *conformément aux dispositions légales et sous la supervision du contrôleur d'État et de nombreuses autres instances officielles* » et respecter « *pleinement* » les « *droits fondamentaux* » des

détenus.



Vue de la prison de Nafha dans le désert de Néguev, au sud d'Israël en 2018. © Photo Eddie Gerald / Alamy / Abaca

Sami al-Saï en veut aussi à l'Autorité palestinienne qui l'a arrêté une douzaine de fois avant 2023. En février 2025, cette dernière a annoncé mettre fin au système
d'allocations pour les familles de prisonniers et de Palestinien·nes tué·es par des Israéliens, satisfaisant ainsi une demande de longue date des États-Unis et d'Israël.

Sur la vaste terrasse d'un centre culturel qui domine le dense tissu urbain de Ramallah, dans le centre de la Cisjordanie, Asma Hreash surgit avec deux cafés et des gâteaux, la tenue soignée, un léger maquillage rosissant ses joues encadrées d'un foulard bordeaux. La jeune femme de 33 ans vient de se marier, elle a repris ses études. Pourtant, plus d'un an après sa libération, elle ne dort toujours pas très bien, elle a des difficultés à se concentrer.

Elle vit dans la crainte des checkpoints, elle ne prend plus son téléphone avec elle. Les Israéliens, assure-t-elle, « *visent tout le monde* » : « *À n'importe quel moment, quelqu'un peut détruire ma vie. Cette nuit, j'ai été réveillée par du bruit, j'ai tout de suite pensé aux soldats. C'était juste la pluie* », raconte-t-elle. Elle aussi est journaliste indépendante, elle aussi a été placée en détention administrative.

Pendant quatre mois, Asma Hreash est « à la diète ». Elle perd 20 kilos. Elle n'a plus ses règles.

Asma Hreash a été arrêtée le 3 mars 2024, à 3 heures trente du matin, tirée de sa chambre à coucher par des

hommes armés. Elle a été amenée dans un centre militaire israélien où elle est restée une dizaine d'heures « *menottée, à terre, les yeux bandés* ». Elle est finalement transférée dans la prison de Sharon, dans le nord d'Israël, dans une cellule de « *un mètre sur un mètre et demi, où les toilettes étaient ouvertes, il y avait deux caméras, aucune intimité* ».

La jeune femme parle vite, elle revient sur des détails, énumère de nouvelles humiliations. À Sharon, elle est enfermée avec une autre femme plus âgée, en préménopause, qui a eu ses règles. « *Ils n'ont pas accepté de lui donner des protections hygiéniques*, rapporte la jeune femme, le regard planté dans le vide. *Elle portait une abaya et, en dessous, un pantalon. Elle l'a déchiré pour en faire des serviettes. C'était violent de voir cette femme, à cet âge-là, en être réduite à ça pour rester digne.* »

La violence pour « terroriser »

Les deux femmes sont finalement transférées à la prison de Damon, dans le nord d'Israël, vers Haïfa, menottées ensemble. Tout le long du trajet, un homme au micro hurle des insultes en arabe, elle entend les aboiements d'un chien tout proche. Sur place, la vie se tisse entre les privations et la peur. Les codétenues tentent de faire des colliers avec des noyaux d'olive, de rester propres et dignes.



Devant la prison de Damon, lors d'un incendie de forêt sur le mont Carmel, en 2010. © Photo PhotoStock-Israel / Alamy / Abaca

Pendant quatre mois, Asma Hreash est « *à la diète* ». La nourriture, sèche, avariée, jamais suffisante pour être rassasiée, la dégoûte. Elle perd 20 kilos. Elle n'a plus ses règles.

Parfois, les gardes attaquent les cellules avec du gaz

lacrymogène, ils laissent les prisonnières « *étouffer un peu puis quand elles se sentent mal, ils ouvrent la porte et les transfèrent dans une autre cellule* », rapporte Asma Hreash : « *Ils ne veulent pas que tu meures, juste te torturer un peu, que tu étouffes. Ils nous voient comme des chiffres pour les accords d'échange de prisonniers.* » Lors de la guerre contre le Liban, les roquettes du Hezbollah volent au-dessus de la prison. Les détenues sont sur les nerfs, seules – les gardes sont dans les abris.

« Certaines détenues étaient dans un état psychologique lamentable. »

Asma Hreash, journaliste

En septembre, après avoir protesté contre la mise à l'isolement de deux dirigeantes politiques palestiniennes, dont Khalida Jarrar, les prisonnières sont punies. Douze soldats et deux soldates font irruption dans la cellule. « *On ne portait pas nos voiles. Ils nous ont plaquées au mur. Chaque prisonnière a été emmenée dans les toilettes et les soldates nous ont imposé une fouille à nu. Elles ont laissé la porte entrouverte. Si on refusait, elles menaçaient de laisser un soldat entrer* », raconte Asma Hreash, ses grands yeux noirs se brouillant. Ces pressions se répètent plusieurs fois.

La jeune femme s'estime pourtant chanceuse. Elle assure avoir vu des prisonnières le corps couvert de bleus, tandis que d'autres ont subi « *du harcèlement sexuel de la part des soldates, qui leur faisaient écarter les jambes pendant la fouille juste pour les regarder et se moquer. Certaines détenues étaient dans un état psychologique lamentable* ».

En mars 2025, une commission d'enquête indépendante de l'ONU publiait un rapport qui concluait qu'« *Israël [avait] utilisé la violence sexuelle et basée sur le genre contre les Palestinien·nes pour les terroriser* », selon les mots de sa présidente, Navi Pillay. Les expert·es notaient que ces actes, y compris des viols, avaient été commis après que des ordres avaient été donnés « *ou avec l'encouragement implicite du haut commandement civil et militaire d'Israël* ».

À sa libération, un responsable de la prison a menacé Asma Hreash : si elle parle, elle sera de nouveau arrêtée. Le 1^{er} janvier au petit matin, les forces israéliennes ont arrêté son frère de 30 ans « *devant ses deux enfants de 3*

ans et 6 mois ». Il avait déjà purgé quinze mois de prison, en détention administrative. L'avocat a indiqué à la famille qu'il était détenu à Ofer, dans le centre de la Cisjordanie – Asma Hreash ne sait rien de ce qui lui est reproché, ni même s'il sera inculpé.

Clothilde Mraffko

Boîte noire

* Le prénom suivi d'un astérisque a été changé pour protéger l'identité de la personne.

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart - 127 avenue Ledru-Rollin, 75011 Paris.
RCS Paris 500 631 932. Numéro de CPPAP : 1224Y90071 - Directeur de la publication : Carine Fouteau